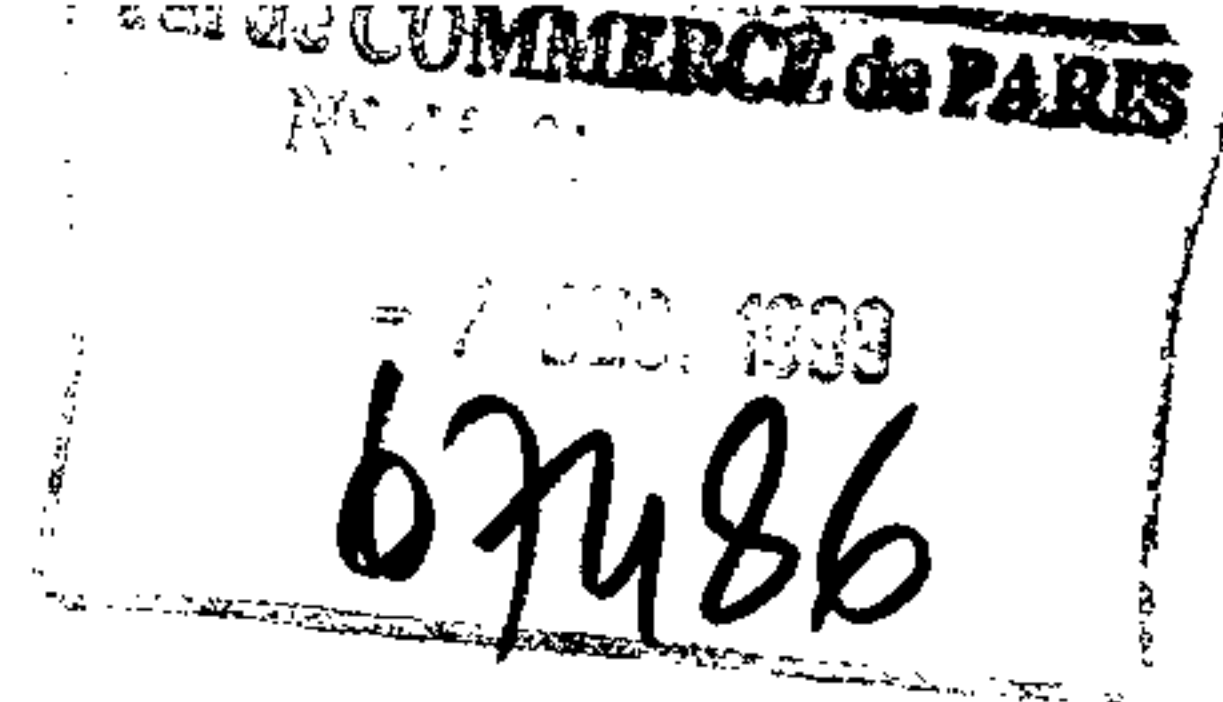


CESSION DE PARTS de S. A. R. L.



FIDUCIAIRE CO.GE.FI.C.A.

Société à Responsabilité Limitée au Capital de **50 000 F.**

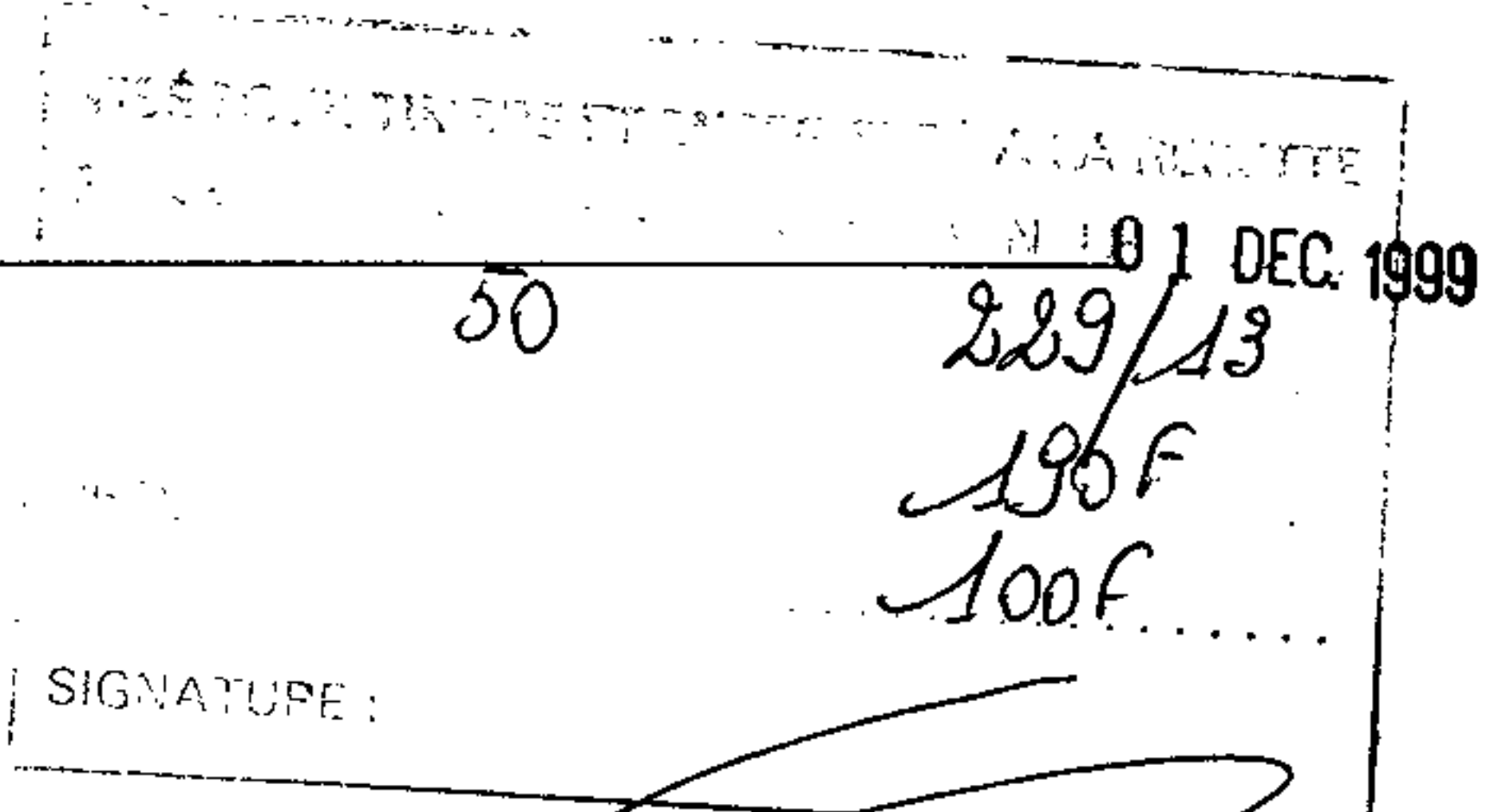
Siège social : **Rue de Miromesnil N° 93**

à **PARIS (75008)**

Objet : **Expertise Comptable – Commissariat aux Comptes**

Constituée par acte sous seing privé en date du **21 Février 1990**

Registre du Commerce de **PARIS**



Entre les soussignés :

Monsieur LAMBERT Claude
44 Avenue Marguerite
95230 SOISY SOUS MONTMORENCY

associé dans la société à responsabilité limitée ci-dessus,

d'une part,

et **Mademoiselle MESSIN Catherine**

93 Rue de Miromesnil 75008 PARIS

d'autre part,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Monsieur LAMBERT Claude est propriétaire de **5 parts de 100 Francs** chacune, de la Société à responsabilité limitée **FIDUCIAIRE CO.GE.FI.C.A.** au capital de **50 000 F.**

dont le siège est à **PARIS, Rue de Miromesnil No 93**

Monsieur LAMBERT Claude cède et transporte sous les garanties ordinaires de droit les **5 parts** qu'il possède sur **5** dans ladite société.

Par la présente cession, **Mademoiselle MESSIN Catherine** devient propriétaire des parts cédées avec effet à partir du **10 Novembre 1999** avec tous les droits et obligations y attachés.

FACE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958

La présente cession est en outre consentie et acceptée moyennant le prix de

Mille francs (1000 F.)

que **Monsieur LAMBERT Claude** reconnaît avoir reçu de **Mademoiselle MESSIN Catherine** et dont elle lui donne ici valable quittance.

Sont intervenus ici :

**Monsieur MACREZ, Monsieur PREAU, Monsieur BONNEAUD,
Monsieur SALATO**

Seuls membres de la Société, avec **Monsieur LAMBERT Claude**, cédant.

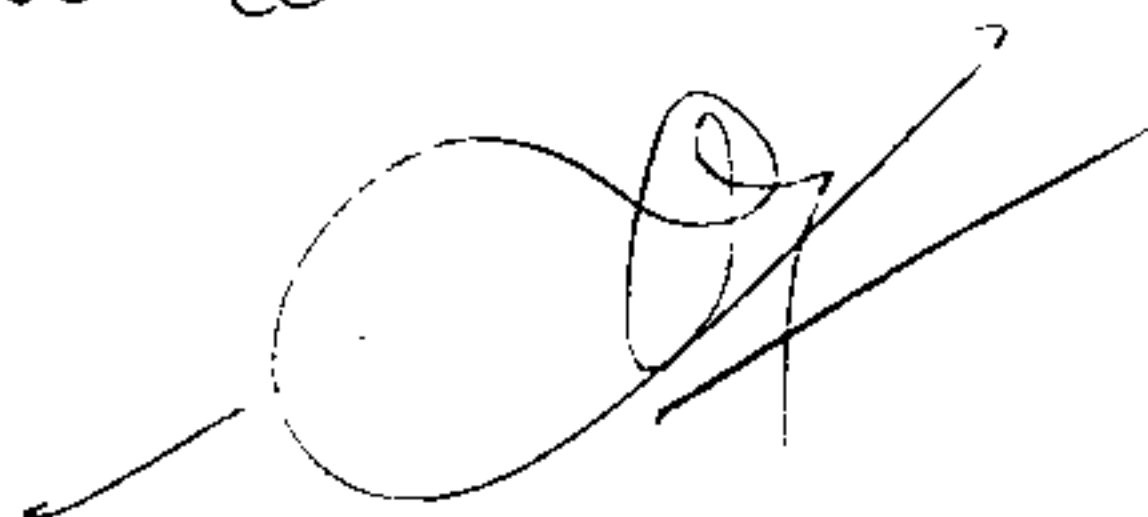
Les parts cédées ont plus de deux années d'existence.

Les frais, droits et honoraires et tous ceux qui en seront la conséquence seront supportés par **Mademoiselle MESSIN Catherine**.

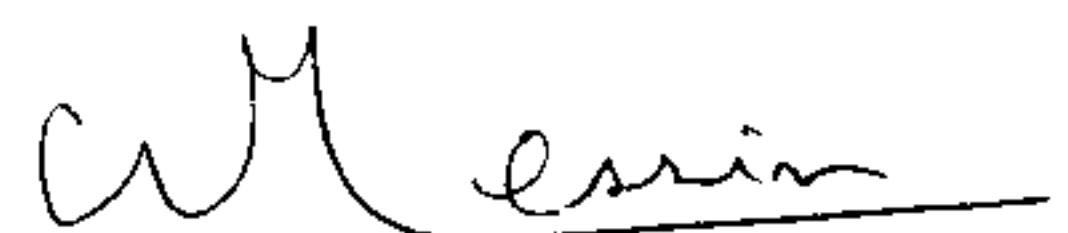
Tous les pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes en vue des dépôts et publications exigés par la loi.

Fait à Paris, le dix novembre mille neuf cent quatre-vingt dix-neuf

Bon pour usage



Bon pour acceptation



PAGE ANNULÉE
Article 905 C.G.I.
Arrêté du 20 Mars 1958